

Bulletin d'histoire politique

Lendemain de défaite: les Rébellions comme histoire et mémoire

Jean-Marie Fecteau



Volume 7, numéro 1, automne 1998

Les Rébellions de 1837-1838 au Bas-Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060283ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060283ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fecteau, J.-M. (1998). Lendemain de défaite: les Rébellions comme histoire et mémoire. *Bulletin d'histoire politique*, 7(1), 19–28.
<https://doi.org/10.7202/1060283ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Lendemain de défaite: les Rébellions comme histoire et mémoire

•••

Jean-Marie Fecteau
Département d'histoire
UQAM

«Ce qui m'afflige dans cette rébellion, c'est justement cette passivité du vaincu: passivité noble et désespérée de l'homme qui ne s'étonnera jamais de perdre, mais sera désemparé de gagner. Ce qui m'afflige encore plus, c'est que leur aventure ratée avec insistance véhicule, de génération en génération, l'image du héros vaincu: certains peuples vénèrent un soldat inconnu, nous, nous n'avons pas le choix: c'est un soldat défait et célèbre que nous vénérons, un combattant dont la tristesse incroyable continue d'opérer en nous, comme une force d'inertie»

Hubert Aquin¹

Introduction

Notre histoire est jalonnée de deux défaites majeures: la Conquête de 1760 et l'écrasement des Rébellions de 1837-1838. Deux événements traumatiques, que beaucoup voudraient voir oublier, mais qui marquent, inexorablement, notre cheminement collectif. Mais ces deux ruptures radicales dans notre destin collectif n'ont pas le même sens, ni la même portée. L'une est défaite de ce que nous étions, coupure brutale d'un mode politique d'exister qui laissait le peuple de Nouvelle-France, à toutes fins pratiques, sans Roi et sans voix... Mais l'autre est pire peut-être, parce qu'elle est défaite non d'une façon d'être, mais d'un projet, non d'un état, mais d'une aspiration.

L'une a été provoquée par d'autres, qui ont imposé un changement de décor; l'autre est le fait de notre volonté de changer, et s'est heurtée à une

fin de non-recevoir. De l'une, nous n'étions pas responsables, tout au plus victimes; l'autre était la conséquence autant de nos divisions internes que de la répression étrangère. L'une était un défi historique à notre identité collective; l'autre le refus d'une maturation identitaire.

Quoi d'étonnant alors, à ce que tant dans la mémoire collective, dans l'historiographie que dans notre histoire, les Rébellions aient eu des lendemains si différents de ceux de la Conquête. Ce court texte n'est qu'une exploration des paramètres du problème.

1. Mémoire: la commémoration spasmodique

La mémoire collective a peine à se rappeler les mauvais souvenirs. Bien sûr, toute mémoire est construite et avivée par les aspirations du présent². Le caractère spasmodique de la célébration de la mémoire des Rébellions n'en est que plus révélateur, même si l'histoire de cette mémoire reste à faire. De L.-O David à la Maison des Patriotes (Saint-Denis), la commémoration se présente comme la mémoire politique brisée d'un radicalisme sympathique mais révolu. Mémoire d'une colère historique qui se résout en une sorte d'anthropologie, plus ou moins folklorique, de l'«homme patriote» (beaucoup plus rarement la femme...) C'est souvent ce qui arrive avec le souvenir d'événements où il n'y a rien à célébrer...

Et pourtant ... Dans chaque angoisse québécoise face à l'avenir, dans chaque fureur linguistique, dans chaque embarras à l'idée de nation, dans chaque décompte des arbitraires fédéraux, dans chaque volonté de solidarité comme dans chaque refus du renoncement à notre identité, il y a, en filigrane, la mémoire obscurcie d'un échec, le sentiment diffus d'un défi qui reste à relever, au nom de ce que nous sommes, de ce que nous voudrions être.

Mais qu'ont fait les historiens de cette mémoire en friche?

2. Histoire: autopsie d'une défaite

On dit que la nature à horreur du vide, ce qui est possible. Mais ce qui est sûr par contre, c'est que les historiens et historiennes, pour leur part, ont horreur des échecs! Sous leur plume, les révolutions manquées deviennent des rébellions, les coups d'État ratés des complots, les réformes avortées des velléités utopiques et les leaders battus de doux rêveurs ou de dangereux visionnaires! L'historiographie, à tout prendre, n'est pas masochiste! ...

Dans ce contexte, l'histoire des Rébellions sera celle de la récupération à tout prix d'une défaite historique. Les insurrections apparaîtront donc, tour à tour, comme une erreur presque fatale que l'Église a réussi à réparer *in extremis*; comme un moment excessif, voire superflu, d'un effort de démocratisation par ailleurs valable; comme un aveuglement réactionnaire né d'un refus viscéral de changement; comme le triste résultat de l'ambition mani-

pulatrice d'une minorité ambitieuse; ou seulement comme la répétition générale d'un grand soir libérateur³. Dans chacune de ces interprétations, la catastrophe sera transformée en purge salutaire, travestie en obstacle temporaire à la modernisation, ou sublimée en espoir déçu.

L'historiographie plus récente, les rares fois où elle s'est attachée à analyser l'événement⁴, est nettement plus empathique face aux aspirations patriotes. Elle voit dans les Rébellions le signe précurseur, et souvent déclencheur, du passage à la démocratie au Canada. Se dégage notamment une vision «optimiste», quasi obstétricale, qui voit dans les Rébellions ce «nécessaire échec», pour reprendre les termes de Michael Cross, qui rendra possible l'obtention de la responsabilité ministérielle accouchant ainsi de la modernité canadienne, tant dans ses composantes socio-économiques que politiques⁵. En parallèle se développe une approche plus critique, qui fait de l'échec des Rébellions la pierre d'achoppement du radicalisme canadien et le déterminant principal du conservatisme des élites⁶.

Mais il faut bien voir que ces interprétations ne sont en fait que des formes de normalisation de l'unicité, une façon d'exorciser le caractère irréductible des événements à l'analyse structurale. Dit autrement, les Rébellions ne sont comprises que par une mise en contexte, soit diachronique, soit synchronique. C'est dans le continuum historique de la quête démocratique, ou dans le quasi-universel constitué par les révolutions du XIX^e siècle en Occident, que l'on donne sens à l'événement. Une fois établies ces réalités structurales d'ensemble, l'occurrence de l'événement prend tout son sens et il ne reste à l'analyste qu'à rendre compte des «particularités» de l'expérience bas-canadienne.

En procédant ainsi, deux aspects échappent à l'analyse, aspects qui nous semblent pourtant fondamentaux: le caractère à la fois *unique* et *irrévocable* de ces événements. Mais pour comprendre le sens de cette carence, il nous faut faire un détour par l'historiographie et par le politique.

3. Politique: l'unique et le signifiant

Si les historiens sont si allergiques à l'échec en histoire, c'est en grande partie parce que la téléologie leur tient lieu d'analyse évaluative. Ils laissent «l'histoire juger», et l'importance des choses découle de ce qui leur advient... C'est pourquoi l'histoire politique elle-même ne s'est longtemps attachée qu'aux grands hommes et qu'aux grands événements, dont l'historicité était sanctionnée par le temps. L'histoire économique et sociale pour sa part, dans sa recherche fébrile de légitimité scientifique, ne prenait en compte le petit et l'insignifiant que dans la mesure où il pouvait être sériel, comptabilisable, et où le grand nombre compensait l'insignifiance de la chose. Ce paradigme de l'importance par le temps ou par le nombre se verra remis en question, voire contesté, par deux approches qui resteront jusqu'à

aujourd'hui, largement marginales en histoire. D'abord la découverte du caractère heuristique de la marge, de l'accident, voire du pathologique, sur laquelle Foucault, pour ne citer que son promoteur le plus célèbre, a édifié sa renommée. Ensuite, plus récemment, la renaissance de l'induction par l'entremise de la micro-histoire, de l'analyse du détail, de l'insignifiant, de ces traces infimes qui permettent, en bout de course, de déchiffrer la réalité⁷.

Il est remarquable de constater à quel point l'apparition de ces approches alternatives ont eu peu d'écho dans ce qu'on a appelé la «nouvelle histoire politique»⁸. L'analyse de la «marginalité» politique, l'histoire des révoltes échouées, la prise en compte des actions insignifiantes apparaissaient rarement comme les voies de l'approfondissement du politique (sauf, évidemment, quand ces marginaux, ces perdants ou ces velléités d'action pouvaient être indexés aux grands courants historiques de la révolution, de l'État ou de la nation).

L'analyse des Rébellions bas-canadienne est particulièrement révélatrice de cette tendance. Pourquoi s'attarder à cette mobilisation incomplète, mal organisée, étroitement localisée et rapidement étouffée, sinon pour y voir les signes précurseurs des temps démocratiques à venir, ou encore la manifestation ponctuelle des Révolutions occidentales en cours? Dans ce contexte, tout ce qui reste à expliquer, c'est la *faiblesse* de l'effort, le caractère radical de la débandade...⁹

En fait, les modes déjà cités de remise en question du paradigme dominant en histoire sont de peu d'utilité ici. Une histoire par les marges postulerait, à tort, que les Patriotes sont des marginaux. De même, on peut difficilement considérer les Rébellions, même localisées, même éphémères, comme un indice... L'histoire politique a besoin de penser un objet qui ne «reflète» pas, même par son contraire, la réalité. Un objet qui nous parle non pas parce qu'il révèle les limites de ce que l'on veut étudier, non pas parce qu'il nous conduit en droite ligne au général qu'il exprime subrepticement, mais essentiellement parce qu'il est irréductible au temps et à l'espace. Un objet qui est unique, et irréversible: l'événement politique.

Le processus insurrectionnel, on oublie trop souvent à force d'en pourchasser les fondements socio-économiques ou culturels, est avant tout un événement *politique*: il se déroule dans ce lieu où se condensent, en un instant révélateur, toutes les dimensions constitutives de l'existence sociale. Le politique se manifeste en effet dans ce moment particulier où les structures se concrétisent en événement, et y jouent constamment leur permanence, tout en révélant en un instant la dialectique complexe des rapports sociaux, tout cela dans un cadre national qui se cherche, et qui n'est pas encore trouvé aujourd'hui! Au-delà de l'énonciation fluide des idéologies, au-delà de l'analyse du caractère des leaders, au-delà du constat des événe-

ments qui surviennent, le *politique* comme type de rapport social entre dominants et dominés, comme mode de structuration institutionnelle, comme forme de cristallisation des rapports de force, a trop souvent été le parent pauvre de notre historiographie.

Cette histoire du politique comme forme d'existence du collectif nous oblige à comprendre, dans les contours d'une scientificité nouvelle, les implications du *moment* collectif que constitue une Révolution, même petite, même manquée... Car ce moment est moins «partie d'un continuum» qu'il en est la rupture, moins «morceau d'universel» que sa négation partielle dans l'irréductible nouveauté de l'événement advenu. Les Rébellions, et leur échec, ne peuvent se comprendre simplement comme partie d'un ensemble signifiant, car elles en sont à la fois la négation et la spécification spatio-temporelle. Si elles révèlent quelque chose, ce n'est pas tant l'existence des Révolutions occidentales du 19^e siècle, et encore moins la marche irréversible de la démocratie au Canada, que la fine et fragile matérialisation de ces tendances et de ces idées dans l'espace bas-canadien¹⁰.

Penser l'unique, le non répétable, est le défi constant de l'histoire politique, comme de l'histoire tout court, dans la mesure où l'événement n'est pas que partie d'une trame narrative, n'en déplaie à Ricœur. Il est aussi un marqueur temporel définitif qui déplace et change l'ordonnancement des choses et les rapports entre les hommes. L'événement politique est une totalité située, un moment qui nous oblige à repenser les modalités de passage du particulier au général, car ce type de particulier, par essence, n'est *pas* généralisable... Il met simplement en scène, il donne à voir directement une articulation éphémère mais cruciale des dimensions particulières d'une société donnée. Il est cet instant, ou plutôt cet instantané, où une société est prise sur le vif, et donne involontairement à voir sa façon originale et toujours brouillonne de vivre les grandes tendances du monde où elle s'inscrit. L'événement politique est, en cela, une marque dans le temps autant qu'une fissure dans l'espace social, qui révèle ce qui auparavant pouvait paraître impensable, ou à tout le moins improbable.

C'est comme révélateur, au sens quasi-chimique du terme, que l'histoire politique doit penser l'événement, surtout traumatique. Car dans ces conditions il importe assez peu qu'il y ait eu échec, ou désorganisation, ou divisions internes. Ou pour mieux dire, cet échec, cette désorganisation, ces divisions internes ne diminuent nullement l'importance du moment. Elles en sont des composantes essentielles.

Une analyse politique des Rébellions implique donc de saisir non seulement leur inscription dans le grand récit des Révolutions occidentales, ou dans la saga de l'indépendance nationale. Elle demande de comprendre dans son unicité ce moment où la société se révèle à elle-même, dans toute son

irréductibilité. D'autant plus que l'unique n'est pas seulement non répétable. Il est aussi irréversible, définitif. Ce qui nous amène à notre dernier problème.

4. Lendemain: une histoire par le manque

«Une histoire particulière n'est donc plus exemplaire par son caractère répétitif éventuel, même s'il s'agit d'éviter cette répétition. Elle acquiert bien plutôt une valeur pour des énoncés structurels possibles, pour un devenir sous forme de processus (...) L'historiographie renvoie aux conditions d'un futur possible, qui ne sont pas la simple somme des événements isolés. Mais dans les événements qu'elle analyse se dessinent des structures qui conditionnent et limitent à la fois le libre champ d'action du futur»¹¹.

Pour reprendre des termes chers à Koselleck, les Rébellions marquent un déplacement majeur tant du champ d'expérience que de l'horizon d'attente du peuple bas-canadien. Temps des coups de force et des règlements de compte qui feront que, par la suite, rien ne pourra plus être comme avant¹².

L'étude des lendemains, immédiats ou lointains des Rébellions, pose un ensemble de problèmes à l'analyse. En effet, de quelle façon faut-il penser l'impact de l'événement politique de rupture en histoire? L'historiographie traditionnelle parlera de conséquences inéluctables: l'Acte d'Union, la responsabilité ministérielle et la Confédération se donnent ainsi comme les suites logiques, voire inévitables, des événements de 1837-1838¹³. On reste frappé par la façon dont l'historiographie dépeint en termes extrêmes les suites de 1837-1838. L'interprétation «whig», longtemps dominante depuis Creighton, y voit le déploiement de la version canadienne de la modernité politique, avec la conquête progressive et pacifique de l'autonomie et la régulation bientôt réussie des contradictions ethniques par l'entente confédérative. D'autres y voient au contraire la confirmation de l'hégémonie du conservatisme et du centralisme étatique au Canada¹⁴. Dans le cas du Québec, aux lendemains des Rébellions s'ouvrirait une période de ce qu'il faut bien appeler la «grande noirceur» clérico-nationaliste, sorte d'interlude glauque auquel la Révolution tranquille a heureusement, quoique tardivement, mis fin¹⁵.

En 1840 s'ouvre une période extraordinairement complexe où, entre la nation impossible et celle qui lui est donnée de force, la société québécoise devra construire sa propre «normalité». D'une part, il est important de souligner l'ambiguïté profonde de la situation. Faut-il le rappeler, l'autonomie nationale est la figure imposée de la transition démocratique au

monde moderne, puisqu'elle forme le cadre opératoire où, dans une formation sociale donnée, se spécifieront les formes locales de cette démocratie. L'accession ratée à ce cadre obligé provoque de profondes distorsions dans la société civile, comme les cas de la Pologne, de la Hongrie, de l'Irlande et du Bas-Canada le montrent. Les chemins de l'identité collective de nations minorisées, auxquelles a été refusée l'existence politique, ne pourront être que tortueux et contradictoires. Dans le cas du Québec, la réponse a été un repli dans une définition clérico-culturelle de cette identité.

Ce repli a certes tous les caractères d'une lourde chape culturelle et idéologique, sorte d'adhésion obligée aux préceptes de la tribu menacée, et dont politiciens et clercs apprendront très vite à user à leur profit. Dans son hystérie défensive comme dans sa formulation utopique, l'appel à la survie a une prégnance et une concrétude qu'il serait mal avisé de sous-estimer. Notre histoire est trop pleine de ces figures tragiques du désespoir, de la soumission ou de l'exil, de ces exaspérations contre la rigidité de la discipline collective de survie, de ces agacements contre les ersatz de modernité venue d'ailleurs, et mal greffée sur une société narcissique et névrosée, pour que l'on considère comme nuls et non advenus les discours qui signalent les zones grises: xénophobie, répression des voix minoritaires, opportunisme et clientélisme, sectarisme, monolithisme de la pensée, ghettoïsation institutionnelle, etc.¹⁶.

En bloquant brutalement l'expression politique de ces angoisses identitaires, l'échec des Rébellions rendait possibles, sinon nécessaires, tous les culs-de-sac comme toutes les compromissions d'une définition collective de soi qui exclut le politique, c'est à dire qui doit faire son deuil de la capacité de décider du destin collectif sans interférence extérieure. Là est tout le drame politique des lendemains de répression, et toute l'ambiguïté de cet ersatz d'identité politique qu'est le Québec d'après 1867¹⁷. Un horizon d'attente où politique veut dire compromission ou impuissance, un champ rétréci d'expérience où vivre veut dire, au moins en partie, au moins en surface, sacrifier aux mânes du discours dominant de la survivance.

Une autre survivance, celle de l'idée radicale, voire républicaine, n'en est que plus passionnante, quoique difficile à repérer au cours de ces années. Parce qu'au sein des partis comme dans les cadres de la religion établie, en parallèle obligé de ce que font les «autres», le Québec a évidemment trouvé, dans l'ambiguïté, les voies de sa modernité. Il ne s'agit pas d'imaginer une sorte de ruse de la modernité qui s'exprimerait par la voix du conservatisme. Il s'agit plutôt de voir comment le repli identitaire ne pouvait faire l'économie du temps qui passe, et se trouvait piégé, vaille que vaille, dans les défis de la comparaison, devait trouver, en somme, sa propre voie au sein de l'histoire qui se faisait, coûte que coûte¹⁸.

On voit comment il est difficile de «mesurer» les lendemains des

Rébellions sans tomber dans la téléologie ni dans la facilité des «conséquences obligées». En d'autres termes, faire l'histoire des suites de l'échec de 1837-1838, c'est faire le diagnostic d'un manque, et le relevé des formes de compensation de ce manque.

Conclusion

Tout cela débouche, on l'aura deviné, sur la question du rôle de l'historien dans l'actualisation de cette histoire. Un certain discours nous dirait que la nation est inventée, et que tant qu'à célébrer les mânes du tribalisme, vaut mieux passer à autres choses. Ou bien que notre histoire n'est que la longue litanie masochiste de nos malheurs, mal compensée par la découverte inespérée de notre modernité... Et si l'historien était aussi, surtout peut-être, ce maître du temps qui garde la conscience vivante de la fragilité des choses autant que de leur capacité de durer? S'il gardait en mémoire non seulement le tableau contrasté de nos modes d'existence passés, mais plus encore la trame complexe de ce qui nous est arrivé. Peut-être alors serait-il davantage partie de cette recherche essentielle des implications de notre expérience collective, ne serait-ce que pour rendre nos choix plus libres, et notre espoir intact.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Dans «L'art de la défaite», *Liberté*, vol. 7, no. 1-2, janvier-avril 1965, p. 37
2. Nora, Pierre, «Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux», Nora, Pierre (dir.), *Les lieux de la mémoire: La république*, Paris, Gallimard 1984, vol. 1, pp. XV-XLII.
3. En fait, la tendance générale, sauf pour certaines études spécialisées par nature intéressées aux événements, est de minimiser l'ampleur du mouvement. Voir S. Kenny, «The Canadian Rebellions and the Limits of Historical Perspective», *Vermont History*, vol. 58, no. 3, été 1990, p. 191.
4. Rappelons qu'il n'existe pas d'histoire générale des Rébellions bas-canadiennes plus récente que celle de Schull, vieille de 27 ans et récemment rééditée (*Rébellion. Le soulèvement patriote de 1837 au Bas-Canada*, Montréal, Québec-Amérique, 1997). Du côté francophone, à part la brochure de Jean-Paul Bernard (*Les rébellions de 1837 et de 1838 dans le Bas-Canada*, Ottawa, Société historique du Canada, 1996), il faut remonter à Filteau (*Histoire des patriotes*, rééd. Montréal, l'Aurore, 1980), à la fin des années 30... Ce qui s'en rapproche le plus, dans l'historiographie récente, est la remarquable étude de Allan Greer (*Habitants et patriotes. La Rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 1997).
5. S.B. Ryerson peut être considéré comme un des principaux initiateurs de cette version, à laquelle viendront adhérer des historiens comme M. Cross («1837: The Necessary Failure», *Readings in Canadian Social History*, vol. 2, *Pre-industrial Canada, 1760-1849*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982, pp. 141-158, P. Buckner (*The Transition to Responsible Government*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1985) D. Salée et G. Bernier

(*Entre l'ordre et la liberté : colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIXe siècle*, Montreal, Boréal, 1995), etc.

6. D'un côté, on retrouve dans cette mouvance les travaux inspirés des analyses de Pocock sur les tendances «Court» et «Country»: P.J. Smith («The Ideological Origins of Canadian Confederation», *Revue canadienne de science politique*, vol. 20, 1987, pp. 3-29), G.T. Stewart (*The Origins of Canadian Politics : a Comparative Approach*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1986) et, du côté québécois, S. Kelly (*La petite loterie. Comment la Couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837*, Montréal, Boréal, 1997)). D'autre part, on peut inclure dans cette tendance les récents travaux de type «culturaliste» de Y. Lamonde et de G. Bouchard (*La nation dans tous ses états: le Québec en comparaison*, Montreal : Harmattan, 1997).

7. C'est ce que C. Ginzburg appelle le «paradigme indiciaire», dont il fait la généalogie dans «Traces. Racines d'un paradigme indiciaire», *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989, p. 139-180.

8. La «retour» de l'histoire politique a souvent pris la forme de l'importation des méthodes quantitatives et de l'approche sérielle dans l'analyse du politique, qui ont permis de «revamper» la légitimité scientifique d'un domaine un temps décrit comme incurablement piégé par l'arbitraire, le subjectif ou, pire, le superficiel...

9. Ici comme souvent, Ryerson se signale par sa remarquable intuition: «Le miracle, ce n'est pas l'écrasement des insurrections, c'est le fait qu'elles aient eu lieu, qu'elles aient pu ébranler les assises d'un Empire» (S.-B. Ryerson, *Capitalisme et Confédération*, Montréal, Parti Pris, 1972, p. 74).

10. On aura noté que cette analyse se démarque de celle de mon collègue Allan Greer: «The people involved in the two Canadas and in the United States spoke different languages, partook of different political cultures and cherished a variety of aspirations. Yet, for all this internal diversity, this was a single historical phenomenon, and no phase of it can be fully understood in isolation from the whole» (Greer, «1837-1838: Rebellion Reconsidered», *Canadian Historical Review*, vol. 76, no. 1, 1995, pp. 2-18, p. 18). Il est indéniable que la connaissance des autres Révolutions nous éclaire sur la nôtre. Il est tout aussi évident que les Rébellions bas-canadiennes sont partie d'un mouvement plus large, et que leur connaissance permet d'éclairer ce mouvement plus large (ne serait-ce qu'en analysant ses ratés...). Mais les Rébellions sont, dans leurs conditions d'apparition, dans leur manifestation et dans les formes mêmes de leur échec, un phénomène fondamentalement bas-canadien. Leurs «particularités» sont beaucoup plus que de simples variations locales sur un thème commun: elles expriment, dans leur quasi matérialité, la forme concrète où se joue, comme nulle part ailleurs, l'avenir de la collectivité, sa manière d'être!

11. R. Koselleck, «Représentation, événement et structure», *Le Futur Passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1990, pp. 142-143.

12. On me permettra, à ce sujet, une brève remarque sur l'analyse que font les historiens des deux moments où se déroulent les Rébellions. Le pluriel lui-même laisse sous-entendre une continuité entre deux moments, le deuxième soulèvement apparaissant comme une répétition, en plus mal organisé, en plus désespéré, en plus violemment réprimé, du premier. Il faudrait peut-être y voir deux moments profondément différents, le premier exprimant dans toute sa violence la crise majeure qui secoue la société

bas-canadienne, crise qui laisse les autorités perplexes, sinon en plein désarroi. Le deuxième soulèvement évoque tout autre chose, soit le caractère irréductible du blocage et l'occasion inespérée de casser, une fois pour toutes, toute résistance en mettant fin à l'existence autonome de la colonie. Ces deux moments n'ont donc pas la même portée historique, le deuxième apparaissant, rétrospectivement, comme le plus important, car il sanctionne l'irréparable.

13. À l'inverse, on peut aussi se réfugier dans la téléologie absolue, et voir dans ces événements un intermède absurde qui n'a fait que retarder l'avènement inévitable de la démocratie coloniale. Cette vision caricaturale a été exprimée par G. M. Craig (*United States & Canada*, Cambridge, Cambridge U.P., 1968, p. 124).

14. La version la plus récente de cette tradition historiographique qui remonte à Frank Underhill («Some Reflections on the Liberal Tradition in Canada», *Société historique du Canada, Communications historiques*, 1946, pp. 5-17) utilise, en l'important dans le XIX^e siècle, la distinction exprimée par Pocock entre le républicanisme agraire décentralisateur et démocratique (idéologie «Country») et le monarchisme centralisateur commercial (idéologie «Court»). Cette approche, illustrée au Québec par la synthèse de S. Kelly (*op. cit.*), me semble poser d'énormes problèmes d'analyse, ne serait-ce que parce qu'elle postule la continuité et la stabilité de cette rivalité idéologique au-delà des grandes Révolutions du tournant du XIX^e siècle.

15. Il demeure frappant de voir à quel point cette vision politique est vivace, malgré trente ans d'histoire «révisionniste», pour reprendre l'expression de Rudin (*Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997). La «modernité» politique du Québec est en effet, il faut croire, plus difficile à établir que dans le domaine social, économique ou idéologique. Une version récente distingue le conservatisme des «élites» du caractère beaucoup plus moderne des classes populaires, du moins au plan culturel. Voir par exemple G. Bouchard, «Une nation, deux cultures. Continuités et ruptures dans la pensée québécoise traditionnelle (1840-1960)», Gérard Bouchard (dir.) *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*, Québec, PUL, 1993, pp. 3-50..

16. Il ne s'agit évidemment pas de faire de ces phénomènes des caractéristiques inhérentes à notre histoire, ni d'en faire la marque d'un écart par rapport à une certaine «normalité», mais de mesurer quelle place ils occupent dans notre histoire et surtout, comme c'est le but ici, le poids qu'il faut attribuer à l'héritage politique de 1837-1838.

17. Kelly (*op. cit.*, p. 17) souligne avec justesse que le problème de ces années est politique, et que l'on a trop vite fait de mettre au compte du clergé la redéfinition, à fondement religieux et culturel, de notre identité. C'est la Confédération, soit la définition d'un espace politique de déploiement d'une hégémonie sociale, qui laissera vraiment le champ libre, au clergé, et encore... Voir sur ce Fecteau («La construction d'un espace social: les rapports de l'Église et de l'État et la question de l'assistance publique au Québec dans la seconde moitié du XIX^e siècle», Yvan Lamonde et Gilles Gallichan (dir.), *L'histoire de la culture et de l'imprimé. Hommages à Claude Galarneau*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, pp. 61-90).

18. C'est peut-être dans les débats qui font rage dans les années 30 au Québec, comme dans les contradictions majeures de l'organisation socio-religieuse qu'apparaissent la complexité et la diversité des réponses aux défis du XX^e siècle.